

Document

La Syrie au bord de la guerre civile.

(slateafrique.com)

27 avril 2011

La révolte en Syrie est sur le point de basculer. Le soulèvement est proche de se transformer en conflit armé entre communautés à l'instar de ce qui se passe en Libye. Les Kurdes ont apparemment décidé de se joindre aux manifestants. A Amouda, dans la région de Qamichli, des milliers de Kurdes se sont mobilisés le 26 avril en solidarité avec la population syrienne sunnite pour braver, de nuit, l'interdiction de manifester en parcourant la ville à la lumière des torches.

Un régime débordé

Le régime tente par tous les moyens de limiter l'impact médiatique des affrontements et l'effet d'entraînement qu'il aurait sur la population en interdisant à la presse occidentale de couvrir les événements. Mais les vidéos diffusées sur internet limitent l'isolement des manifestants.

La radicalisation est en cours puisque des tanks T-72 d'origine russe tentent d'écraser dans les rues le mouvement populaire tandis que des civils, fortement armés, utilisent du matériel anti chars dont l'origine serait occidentale. Des sources du renseignement militaire israélien précisent que les émeutiers ont décidé de brandir ouvertement ce type d'armes lorsqu'ils ont appris que des officiers iraniens des Gardiens de la Révolution en civil dirigeaient des opérations de répression en Syrie. Bachar El-Assad les a envoyés le 26 avril dans plusieurs quartiers de Douma, au nord-est de Damas, pour enlever et torturer plusieurs émeutiers afin de faire des exemples.

Les habitants de Baniyas craignent la même opération visant à les terroriser. La principale ville du sud, à proximité de la frontière jordanienne est soumise à un siège qui les prive d'électricité, d'eau potable, de téléphone et de vivres. Des vidéos clandestines montrent les dizaines de cadavres dans les rues touchés volontairement au visage pour terroriser les survivants et les dissuader de manifester.

Réactions toujours prudentes

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la représentante américaine Susan Rice a explicitement accusé le régime syrien de faire appel à l'aide iranienne pour «*réprimer les citoyens syriens en usant de la même tactique brutale utilisée par le régime iranien.*» Il semble que les occidentaux veuillent anticiper la condamnation du Conseil de sécurité mais se borneront à envisager des sanctions dures contre la Syrie et à menacer le général Maher Al-Assad, frère du président et commandant de la 4^e division, de l'inculper devant le Tribunal Pénal International.

Sur le plan diplomatique, les Syriens ont fait appel à leurs alliés libanais, tel le ministre des Affaires étrangères, Ali Chami, qui a demandé à son représentant à l'ONU, membre non permanent du Conseil de Sécurité, de «*bloquer toute initiative internationale visant à protéger les civils syriens*».

Pendant ce temps, des commandos fantassins, comprenant des tireurs d'élite couverts par des chars d'assaut et des véhicules blindés abattent des manifestants depuis les toits des habitations. Des éléments de la 132^e Brigade de la Quatrième Division ont réussi à organiser le siège de la ville Deraa, point de départ de la révolte, en bloquant les approvisionnements d'eau, de nourriture, d'électricité et les communications externes.

Les émeutiers sont en face de plus en plus audacieux puisque des éléments de la 47^e Brigade de la Quatrième Division ont été attaqués par les civils qui cherchaient à empêcher l'entrée des tanks dans les villes. Le régime craint par ailleurs les défections, les mutineries et la déliquescence de l'armée. Le président El-Assad tient ainsi à minimiser les images d'intervention de son armée dans les villes. Il a donc imposé à

ses soldats d'enlever leurs tenues militaires pour les remplacer par des combinaisons noires utilisées par les services de sécurité et par la police.

La chaîne de télévision Al Arabiya cite des sources syriennes selon lesquelles les violents bombardements ont repris sur Deraa, la ville étant encerclée depuis lundi matin. L'artillerie lourde et les chars d'assaut sont encore entrés en action sans atteindre la détermination des manifestants. Comme en Tunisie, les femmes veulent prendre part à la révolution puisqu'elles ont organisé une manifestation géante à Deraa, en bravant les tirs des forces du régime pour dénoncer le siège de la ville. Elles estiment que ces pratiques du régime sont les signes précurseurs de son effondrement, et confirment leur détermination intacte à poursuivre leur «*Révolution de la Dignité et de la Liberté*», jusqu'à la chute du régime.

L'Arabie saoudite entre en jeu

Selon des sources diplomatiques, l'Arabie saoudite cherche maintenant à s'impliquer dans les événements de Syrie pour assurer une alternance politique conforme à ses intérêts et marquer un point important dans son conflit ouvert contre l'Iran. Elle aurait mandaté Abdul Halim Khaddam pour coordonner l'action de groupuscules islamistes salafistes et wahhabites. Il agit depuis l'ambassade d'Arabie saoudite en Belgique, en raison du devoir de réserve qui lui est imposé en France. Cet ancien vice-président du temps d'Hafez El-Assad, le père de Bachar, a occupé les plus hautes fonctions au niveau de l'exécutif syrien pendant 30 ans puis a quitté le gouvernement sur demande des Saoudiens.

Il s'est réfugié en France en 2005 où il a demandé l'asile politique. Il avait manifesté son opposition à la prise de fonction du jeune et inexpérimenté Bachar El-Assad ce qui lui valut une accusation de trahison et son exil. Il a créé un parti d'opposition *National Salvation Front* avec l'objectif avoué de prendre le pouvoir en Syrie en s'appuyant notamment sur les Frères Musulmans syriens.

Proche parent d'Abdallah d'Arabie saoudite, il aurait l'appui de la monarchie saoudienne pour succéder aux dirigeants syriens et cette dernière pourrait le soutenir financièrement en injectant des milliards de dollars dans l'économie syrienne. En fait, le roi n'est pas resté longtemps inerte face aux révolutions arabes. Il est intervenu militairement à Bahreïn, fait pression sur l'Egypte, manifeste son mécontentement contre l'administration Obama et a activé en Syrie les groupuscules salafistes et les réseaux des Frères Musulmans syriens proches des Wahhabis saoudiens. Certaines informations prétendent que les émeutiers à Deraa et Homs ont été armés par le roi dont les protégés auraient infiltré les groupes d'opposants.

Par ailleurs, les Etats-Unis ne sont pas non plus inactifs. Selon le Washington Post, citant un câble de Wikileaks, les Etats-Unis ont financé en secret des groupes de l'opposition syrienne proche des exilés du «*Mouvement pour la justice et le développement*». Le Département d'Etat a financé ce mouvement à hauteur de 6 millions de dollars depuis 2006 et l'administration américaine a pris en charge d'autres figures de l'opposition à Bachar El-Assad, sous la présidence de George W. Bush quand ce dernier a rompu ses relations avec Damas en 2005. Les financements ont été maintenus par le président Barack Obama.

L'Iran en première ligne

Malgré l'aide qui est prodiguée au régime syrien, l'Iran et son allié le Hezbollah sont très inquiets de l'évolution de la situation qui se détériore rapidement. Toute la logistique du parti chiite islamique serait remise en question en cas de chute du régime. Selon le quotidien koweïtien Al Seyassah, les Gardiens de la Révolution iraniens et les dirigeants du Hezbollah ont déjà pris des mesures pour mettre en lieu sûr les stocks d'armement entreposés en Syrie, destinés à la milice islamique et comprenant des missiles de longue portée.

Des sources militaires révèlent que de nombreux camions ont été vus se dirigeant vers le sud-Liban et dans la plaine de la Bekaa pour évacuer l'armement afin d'éviter qu'il ne tombe entre les mains des émeutiers. Une partie de ce matériel est renvoyée en Iran par avion avec tous les documents compromettants stockés dans les camps syriens, Zabadani en particulier, qui risquent de démontrer l'implication de l'Iran en Syrie et au Liban.

Le silence de Téhéran et de ses alliés, devant le risque de déstabilisation du régime syrien, traduit une angoisse justifiée par le chamboulement qui toucherait toute sa stratégie au Proche-Orient. L'engagement, contre nature de la Syrie sunnite et alaouite aux côtés de l'Iran chiite s'est transformé en alliance solide entre

les deux pays, sur fond d'opposition aux pays arabes «*modérés*» pro-occidentaux et favorables à un dialogue avec Israël.

L'alliance syrienne a donné à la République islamique d'Iran une capacité d'action et un prestige considérables dans tout le monde arabe. Damas a permis à Téhéran par Hezbollah interposé, armé et financé par l'Iran, de se poser en adversaire résolu d'Israël et de contrôler le Liban. Par ailleurs, la Syrie abrite et finance la direction du Hamas qui gouverne aujourd'hui Gaza et constitue une pièce maîtresse pour réduire l'influence de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.

Un autre grand perdant d'un succès de la révolution syrienne serait le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Il avait choisi de changer d'alliance et de tourner le dos à Israël et aux Etats-Unis en se rapprochant des pays hostiles aux occidentaux comme la Syrie et l'Iran. Il avait décidé de développer d'étroites relations avec Damas en dépit des mises en garde américaines. Le Premier ministre turc semble à présent gêné et se borne à quelques généralités en appelant le président Assad à avancer sur la voie des réformes.

L'Arabie saoudite ne lui pardonnera sans doute pas non plus d'avoir noué des relations avec l'Iran. La chute de la Syrie d'Assad pourrait lui coûter un isolement politique et un réchauffement de son conflit avec les kurdes forts d'une éventuelle victoire en Syrie. La situation est encore très incertaine. Mais les alliances politiques sont à la veille de profonds changements au Moyen-Orient.